

**Face au changement
climatique, des femmes
en première ligne !**



Les pays et les populations du Sud global, et en particulier du continent africain, sont ceux qui contribuent le moins au changement climatique et pourtant, ils sont plus intensément et violemment touchés par ses conséquences.

Au sein de ces pays, les groupes sociaux marginalisés, en raison de leur statut social, de leur identité de genre, de leur handicap ou de leurs origines, **sont les plus fortement impactés**. De nombreuses femmes et les filles notamment, qui subissent des inégalités et discriminations systémiques liées au genre, disposent de **moindres moyens et libertés pour faire face aux conséquences de la crise climatique**. Elles ont par exemple moins recours à la migration et sont en général plus pauvres.

En zone rurale, elles sont en grande partie responsables des cultures vivrières et de l'entretien et du soin du foyer (ramassage de bois, approvisionnement en eau, soin aux membres de la famille et aux personnes dépendantes) du fait des rôles sociaux de genre. Beaucoup sont donc **directement et spécifiquement affectées** par les baisses de productivité agricole, l'épuisement des ressources naturelles et les phénomènes climatiques violents.

Des inégalités et des risques de violence amplifiés

La raréfaction des ressources nécessaires à la survie des familles et des communautés a des conséquences psychologiques, sociales, physiques et économiques sur la vie des femmes et des filles qui endure **une charge mentale et de travail accrue** (avec des conséquences sur le taux de fréquentation des filles à l'école notamment). **Des enquêtes montrent également qu'elles sont davantage exposées aux risques de violence**, au sein de la famille (dans les situations d'incertitude et de stress, liées à l'appauvrissement ou à une catastrophe) et en dehors (au cours de leurs déplacements). Les mariages précoces ou forcés par exemple peuvent représenter une stratégie de survie pour les familles confrontées à des difficultés économiques et à la faim.

Les femmes, les filles et les populations dépendant directement des ressources naturelles subissent aussi de plein fouet les impacts des projets extractivistes, destructeurs de l'environnement et de la biodiversité. Les partenaires du programme ont documenté les violences spécifiques et les violations des droits humains dont elles sont l'objet lorsqu'elles s'opposent ou simplement vivent à proximité de tels projets.

LES FEMMES, LES FILLES ET
LES POPULATIONS SUBISSENT
DE PLEIN FOUET LES IMPACTS
DES PROJETS EXTRACTIVISTES,

Actrices du monde rural et vectrices de changement

Alors qu'elles sont au plus près des réalités territoriales et des connaissances et savoir-faire issus de leur expérience, elles reçoivent moins de soutien et de financement pour leurs initiatives. Au sein d'organisations formelles ou de groupes informels, des femmes sont en première ligne des luttes visant à préserver leurs ressources (terres, eau, semences paysannes), et à promouvoir des savoir-faire et des alternatives écologiques.

C'est pourquoi le programme FACE vise à soutenir et renforcer le développement d'alternatives portées par la société civile, notamment africaine, qui :

- promeuvent les droits des femmes et leurs initiatives face à la crise climatique et environnementale ;
- et contribuent à la transition écologique, la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité.

Le programme **FACE**

1 programme sur
4 ans

6 partenaires
associatifs

Dans **14** pays

3 Qui s'appuie sur
pilliers d'action

L'Afrique de l'Ouest :

Côte d'Ivoire, Guinée
Conakry, Sierra Leone.

L'Afrique des Grands

Lacs : Rwanda,
Burundi, République
Démocratique du
Congo (province du
Nord Kivu).

L'Afrique australe et l'Océan indien :

Mozambique,
Zimbabwe, Namibie,
Zambie, Lesotho,
Eswatini,
Afrique du Sud,
Madagascar.

Renforcer et accompagner

des dynamiques de la société civile
écoféministes ou engagées sur les
enjeux croisés de genre et de climat :

- **Soutien financier à leurs initiatives** à travers un fonds intermédié, géré par la société civile africaine,
- **Accompagnement organisationnel**, technique et/ou stratégique selon leurs besoins,

Sensibiliser et interpeler

des acteurs et actrices engagées
et des décideur-euses

Produire et diffuser

des savoirs et des apprentissages issus
des initiatives et des études menées
dans le cadre du programme.

Une approche féministe



Le programme s'efforce d'adopter une approche et une posture féministes en :

Promouvant les droits de toutes les femmes et les filles

face à la crise climatique et pour une transformation profonde en faveur d'une justice sociale et environnementale inclusive.

Privilégiant une démarche de

recherche-action féministe fondée sur les savoirs et expériences des personnes qui sont confrontées et agissent face à la crise climatique et aux discriminations de genre afin de proposer des alternatives et favoriser une transformation systémique,

Proposant des appuis financiers

souples à des organisations féministes de toutes tailles, formelles ou informelles,

Favorisant la mise en réseaux des acteurs et actrices engagées,

et la circulation des connaissances et apprentissages issus du programme.



Le programme FACE est co-financé par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre du Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF), et le CCFD-Terre Solidaire. Il est mené par six organisations partenaires, et coordonné par le CCFD-Terre solidaire :



ACORD Burundi :

ONG de droit burundais, l'Association de Coopération et de Recherche pour le Développement au Burundi œuvre pour la justice sociale et le développement. Elle travaille avec des partenaires, des organisations et des communautés à la base.



ACORD Rwanda :

ONG de droit rwandais créé en 1979, le travail d'Association de Coopération et de Recherche pour le Développement au Rwanda vise à la création d'un espace permettant aux citoyen·nes pauvres de s'engager dans la recherche, les activités et les dynamiques favorisant la justice sociale et la réduction de la pauvreté, tout en répondant aux besoins fondamentaux des communautés les plus vulnérables et marginalisées.



Adéquations :

Créée en 2003, l'association Adéquations a pour objectif l'information, la formation, l'accompagnement et l'action collective, du niveau local au niveau international, en croisant les enjeux suivants : égalité femmes-hommes et approche genre et féministe, transition écologique et climat, solidarité internationale et droits humains.



CCFD-Terre Solidaire :

ONG française de solidarité internationale et de développement, le CCFD-Terre Solidaire agit depuis 60 ans aux côtés de celles et ceux qui luttent quotidiennement contre toutes les causes de la faim et qui font face aux injustices du modèle de développement actuel.



Rural Women's Assembly :

Rural Women's Assembly est un mouvement social écoféministe qui couvre onze pays d'Afrique australe. Il regroupe des femmes rurales engagés dans des luttes autour de l'accès à la terre et la sécurisation des droits fonciers ; la souveraineté alimentaire et semencière et la justice climatique.



Women and Mining :

WOMIN est une alliance écoféministe basée en Afrique du Sud. Sa mission est d'appuyer l'organisation d'un mouvement panafricain qui dénonce l'exploitation à grande échelle et destructrice des ressources naturelles et qui propose des alternatives de développement répondant aux besoins de la majorité des femmes africaines.

Coordination globale :

Aurélie Cerisot,

a.cerisot@ccfd-terresolidaire.org

Ce programme est co-financé par :

